

PRÉFACE

50 ans d'Europe, c'est avant tout une formidable aventure humaine et politique, avec à la clef les grandes réalisations de l'Europe que sont l'Union économique et monétaire et le marché intérieur. Rappeler ces avancées concrètes n'est pas inutile aujourd'hui, à quelques mois de la Présidence française de l'Union européenne et de la présentation aux citoyens d'un nouveau projet de traité communautaire.

Nous l'oublions trop souvent : la monnaie unique est utilisée quotidiennement par plus de 300 millions de citoyens européens, ce qui est en soi un véritable succès. Même s'il est parfois critiqué, et associé à la hausse des prix, l'euro a acquis un « capital confiance » indéniable : selon un sondage Eurobaromètre récent¹, 72 % des Français sont favorables à l'euro et 57 % estiment que, dans cinquante ans, l'UE aura, avec l'euro, une monnaie plus puissante que le dollar. Cette confiance peut se fonder sur des avancées concrètes : depuis le lancement de l'euro en 1999, la richesse (estimée en termes de PIB) des pays concernés a augmenté plus rapidement qu'entre 1991 et 1999. Par ailleurs, la devise européenne est devenue une monnaie internationale de référence : l'euro représente déjà 25 % des réserves de change dans le monde et a dépassé le dollar en termes de transactions en espèces.

Le marché intérieur a également apporté des bénéfices tangibles pour les citoyens et les entreprises : les consommateurs ont aujourd'hui accès à un choix plus large de produits, à des prix moins élevés ; les entreprises peuvent exercer librement leur activité dans l'ensemble de l'Union européenne. Plus globalement, le marché intérieur est un atout majeur pour la croissance économique, la compétitivité et l'emploi : selon la Commission européenne, il est

1. Sondage Eurobaromètre 67 – printemps 2007.

ainsi à l'origine de 2,2 points de PIB supplémentaire (223 milliards d'euros) et de 2,75 millions d'emplois entre 1992 et 2006.

*

* *

Au-delà du bilan, parler de cinquantenaire doit être l'occasion d'une mise en perspective : l'Europe se doit de préparer l'avenir et de répondre aux attentes nouvelles des citoyens face à la mondialisation. Car l'Europe est une construction dynamique ; l'évolution de l'environnement mondial rend nécessaire l'adaptation de certaines règles et le lancement de nouvelles politiques.

Comment améliorer la gouvernance économique de la zone euro au service de la croissance et de l'emploi ? Comment poursuivre la construction du marché intérieur, qui doit rester compétitif au plan international mais qui doit aussi faire des progrès concrets en matière d'environnement, de protection du consommateur et dans le domaine social pour assurer la confiance des citoyens ? Comment répondre aux défis énergétiques et environnementaux ? Comment faire en sorte que les objectifs de Lisbonne — faire de l'Europe l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde — se traduisent concrètement dans les faits ?

Les participants à ce colloque ont apporté une contribution utile à ces débats majeurs pour l'avenir de l'Europe. Sur ces questions, d'importants travaux ont été menés récemment, au niveau européen, pour renforcer la dimension extérieure de la stratégie de Lisbonne, proposer un plan d'actions visant à renforcer la stabilité financière, élaborer une stratégie 2007-2013 pour le marché intérieur et mettre en œuvre les objectifs du Conseil européen en matière d'énergie et d'environnement.

Plus globalement, réussir la mondialisation en Europe, c'est agir en faveur de nos entreprises et de nos citoyens pour qu'ils soient prêts à prendre toute leur place dans cette dynamique nouvelle et à en tirer tous les fruits. Dans mon champ d'action, la défense du consommateur, la mise en œuvre d'actions communautaires en faveur de l'emploi et de la croissance, l'échange de bonnes pratiques sur les réformes structurelles, mais aussi le renforcement de la supervision

financière sont autant de domaines dans lesquels l'Europe nous offre une véritable valeur ajoutée et peut nous placer en position de force pour agir et promouvoir nos intérêts.

Réussir la mondialisation, c'est aussi en être acteur. La taille critique de l'Europe face aux autres grands ensembles de la planète mais aussi la qualité et l'originalité du modèle européen sont des atouts essentiels pour peser sur le processus de mondialisation et défendre certaines politiques exemplaires qui peuvent faire de l'Europe un modèle.

*

* *

La Présidence française de l'Union européenne sera une occasion formidable de faire progresser ces sujets en les plaçant en haut de l'agenda politique, et d'apporter des réponses concrètes aux citoyens. Face aux limites de mesures strictement nationales, une action pragmatique et déterminée de l'Union européenne doit assurer les citoyens européens et les entreprises européennes de bénéficier pleinement de la mondialisation, tout en les protégeant lorsque c'est nécessaire.

En ce sens, notre Présidence peut être l'occasion de redonner toute sa portée au principe de subsidiarité, c'est-à-dire jouer la carte européenne à chaque fois qu'elle nous permet d'agir mieux et plus efficacement qu'au niveau national. Dans tous ces domaines où la « non-Europe » aurait un coût important, nous devons être à l'initiative et démontrer aux Européens que grâce à la construction lancée il y a plus de cinquante ans, ils ont tous les atouts pour être au rendez-vous de la mondialisation.

Christine LAGARDE
Ministre de l'Économie, des Finances
et de l'Emploi